

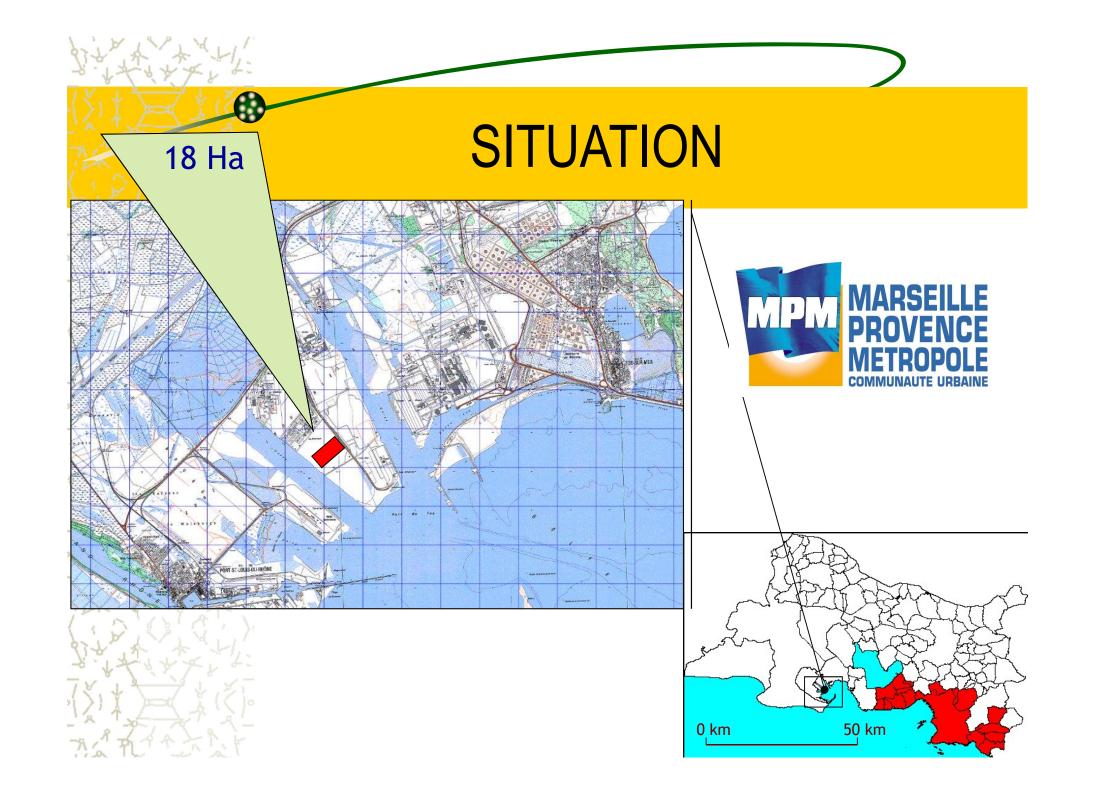
Assurer l'exploitation : le choix de la délégation de service public

M. Jean-François TOUREL, Directeur Général adjoint, Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole

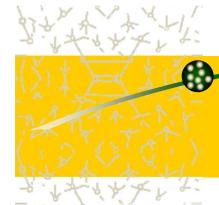
M° Blaise EGLIE-RICHTERS, Avocat Associé, SCP Sartorio - Lonqueue - Sagalovitsch et Associés

PRESENTATION DU PROJET









LE CONCEPT



LES UNITES DE TRAITEMENT



Principales étapes du projet

A Tax A -	
Délibération de MPM attribuant le contrat de DSP à Urbaser/Valorga International	13/05/05
Dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter	18/08/05
Dépôt de la demande de permis de construire ************************************	03/10/05
Réalisation de l'enquête publique	19/09/05 au 3/11/05
Comité départemental d'hygiène	22/12/05
Obtention de l'arrêté préfectoral / DAE	12/01/06
Obtention du permis de construire	20/03/06
■ Etudes géotechniques	Mars - Juillet 2006
▼ Terrassement/fondations	Août - Novembre 2006
Travaux/fournitures équipements (selon unités)	Nov. 2006 - Mars 2008
Mise en route (selon unités)	Sept. 2007 - Mai 2008
■ Mise en service industriel	Juin - Juillet 2008
Période d'exploitation	Août 2008 - Juillet 2028

- Le choix du dialogue avec les candidats
 - Un dialogue principalement technique / l'exemple de Marseille :
 - Le traitement de la matière organique par méthanisation avec ou sans compostage
 - les garanties données sur la qualité du compost (norme NFU 44-051)

- Le choix de la négociation avec les candidats
 - Une négociation sur tous les aspects du contrat :
 - Techniques
 - Économiques (prix à la tonne) et financiers
 (condition de financement, garanties d'emprunt...)
 - Juridiques et contractuels (pénalités, clauses de rencontre, calendrier contractuel...)

- Le choix d'une procédure éprouvée et sûre
 - un cadre législatif qui n'a presque pas évolué depuis 1993
 - une procédure plus sûre que celles prévues par le code des marchés publics (l'exemple des contentieux des avis de publicité).

- Le choix du transfert de la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage
 - La responsabilité de la mise en place et du suivi des procédures préalables (enquête publique, AE, PC...)
 - La responsabilité de la conduite des travaux (respect des délais et des coûts, gestion des réclamations des entreprises...)

- Le choix du transfert du risque d'exploitation :
 - Une garantie de maîtrise des coûts de traitement (le délégataire porte les risques sur les déchets tiers, sur la fiabilité des filières de valorisation, sur la performance et la disponibilité des installations...)
 - Gros entretien et renouvellement des ouvrages

Conclusion / Préconisations

- Le choix préalable d'une AMO
 - Le choix fait par MPM : une AMO en lots séparés
 - Prix forfaitaires / prix unitaires / marchés à bons de commande / accords cadre

L'implication des services et d'un élu